Les ouvertures de Maisons de Service au Public Riment avec casse du Service Public

Instaurées par la loi NOTRe en 2015, le Préfet de région annonce à grand renfort de communiqué l'ouverture de maisons de service au public, les Msap : 5 à Paris, 4 dans le Val d'Oise, 4 en Seine et Marne… censées délivrer une offre de proximité en un même lieu.

Jean François Carenco, premier représentant de l'Etat en région, déclare même qu'il s'agit de réduire les difficultés d'accès d'une partie de la population au Service Public en Ile de France.

Il oublie de mentionner pourquoi on est arrivé à une telle situation et avec quel zèle les directions des services publics de La Poste, d'EDF et GDF, de Pôle Emploi, des caisses d'allocations familiales (CAF) et de l'assurance maladie (CPAM) ont fermé par centaines des lieux d'accueils aux usagers ces dernières années dans les 8 départements franciliens.

Une cure d'austérité sans précèdent subit par les administrations, les entreprises publiques et les services de Sécurité Sociale avec à la clé des centaines de milliers de suppressions de postes et la privatisation de La Poste, le démantèlement du service public de l'Energie, la restructuration à marche forcée de Pôle Emploi, la dégradation des services aux allocataires des CAF et de l'Assurance Maladie. Une casse méthodique d'un réel service aux usagers, de vraies compétences professionnelles et d'une présence humaine de territoire de qualité.

Le gouvernement annonce ouvrir « 1000 maisons de service au public » d'ici fin 2016, clairement c'est une politique de libéralisation à marche forcée du service public. C'est le prétexte d'une nouvelle vague de fermetures de bureaux de Poste (20 sont annoncées à Paris) pour développer les activités commerciales et bancaires lucratives, de fermetures d'accueils physiques des CPAM et des CAF... quand le nombre d'allocataires du RSA ou de la CMU-C ne cessent de progresser.

Pour le Préfet, que les usagers des Services Publics confrontés au licenciement et au chômage, à la maladie, à la précarité de l'emploi, à la cherté d'un loyer se débrouillent qu'ils aillent sur Internet ou dans les « Msap » proposant un service au rabais, confrontés à des agents formés au mieux quelques jours… !

Au contraire pour la CGT, il faut développer les Services Publics et ses accueils de proximité, sortir de ces choix politiques d'austérité pour les budgets publics. Les moyens existent, en 2016, 30 milliards d'exonérations de cotisations patronales assèchent les caisses de la Sécu et 20 milliards pris sur le budget de l'Etat au titre du CICE sont distribués aux grandes entreprises sans aucune contrepartie.

Mardi 4 octobre 2016